Le quatorze juin deux mille vingt-et-un, à vingt heures, les membres du Conseil municipal de Saint-Christophe-du-Bois, légalement convoqués le huit juin deux mille vingt-et-un, se sont réunis à la salle du Conseil Municipal, rue du Maréchal Leclerc, sous la présidence de Monsieur le Maire.

**Date de Convocation : 08 juin 2021**

**Présents :** M. Sylvain SÉNÉCAILLE, Maire — Mmes Joëlle OLIVIER, Frédérique GILLET, Stéphanie NEAU, MM Alain BREMOND, Henry RENOUL, Yannick RUAULT Adjoint, Mmes, Chrystèle DARTEIL, Gwénaëlle GOURAUD, Isabelle GUITTON, Mireille LESCOUBLET, Elizabeth SENECAILLE, Nadine THIMOLEON, MM Hamid AGHAEI, Benjamin BELLIER, Anthony BLANCHET, Daniel BLOUIN, Stéphane BOUILLARD, Gérald FOQUERAY, Jean RUPP, René-Luc VIGNERON

**Secrétaires de séance :** Gérald FOQUERAY

**Absents et Excusés :** Mélanie EMERY, Françoise VALETTE

**Pouvoirs :** Mélanie EMERY donne pouvoirs à Gwénaëlle GOURAUD, Françoise VALETTE donne pouvoirs à Joëlle OLIVIER

**Nombre de membres en exercice : 23**

**Présents : 21**

**Votants : 23**

Constatant que le quorum est atteint, la séance est ouverte à vingt heures.

**DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL**

En application de l'article L 2121-15 du code général des collectivités territoriales, le Conseil Municipal désigne Monsieur Gérald FOQUERAY comme secrétaire de séance.

**COMPTRE-RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 12 AVRIL 2021**


**DECISIONS PRISES PAR MONSIEUR LE MAIRE EN VERTU DE LA DELEGATION DE POUVOIRS DONNEE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL (délégation du 08 juin 2020)**

**Délégation : Exercer le droit de préemption au nom de la Commune**

Déclaration d'intention d'aliénation en date du 20/04/2021 pour la vente d'une maison située 30 rue de la Charonnerie — M.et MME MAHE au profit de M.et MME GOURDON — Décision de ne pas utiliser le droit de préemption urbain.

Déclaration d'intention d'aliénation en date du 20/04/2021 pour la vente d'une maison située 10 rue des Genêts — MME PIPAUD au profit de M. ET MME BOYER — Décision de ne pas utiliser le droit de préemption urbain.

Déclaration d'intention d'aliénation en date du 20/04/2021 pour la vente d'une maison située 20 rue du Maréchal Leclerc — M.TRICOT et MME PETITEAU au profit de MME VIEAU — Décision de ne pas utiliser le droit de préemption urbain.

Déclaration d'intention d'aliénation en date du 21/04/2021 pour la vente d'une maison située 10 rue du Poitou — Consorts BEAUFRETON au profit de M.et MME DAMIEN — Décision de ne pas utiliser le droit de préemption urbain.
Déclaration d'intention d'aliéner en date du 22/04/2021 pour la vente d'une maison située 36 rue du Maréchal Leclerc – CONSORTS BEAUFRETON au profit de MME SORIN - Décision de ne pas utiliser le droit de préemption urbain.

Déclaration d'intention d'aliéner en date du 22/04/2021 pour la vente d'une maison située 2 Impasse du Remblai – M.BOUCHAUD et MME CHALOPIN au profit de M.DOLO et MME ANDRE - Décision de ne pas utiliser le droit de préemption urbain.

Déclaration d'intention d'aliéner en date du 29/04/2021 pour la vente d'une maison située 4 rue du Maréchal Leclerc – M.et MME VION au profit de MME MARQUES - Décision de ne pas utiliser le droit de préemption urbain.

**OBJET : MISE EN PLACE D’UN SYSTEME DE VIDEO-PROTECTION SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE – REALISATION D’UN DIAGNOSTIC**


Au cours de cet entretien, il a été évoqué la recrudescence importante des atteintes aux biens de la Commune, lesquelles engendrent malheureusement des coûts subis par tous et dans certains cas, un sentiment de relative insécurité. Dans le cadre de la réflexion quant aux moyens à mettre en place pour réduire les actes délictuels et favoriser l’identification des auteurs, il est apparu la solution d’envisager la mise en œuvre d’un dispositif de vidéo-protection ciblé sur certains espaces et flux de notre territoire.

L’objectif de cette démarche est de poursuivre la lutte contre les troubles à la tranquillité publique et les phénomènes délinquants touchant directement la population, en sécurisant certains lieux particulièrement exposés. Le système de vidéo-protection représente, dans ce sens, un véritable outil de sécurisation, qui facilite le travail d’enquête des forces de sécurité et le taux d’élucidation des affaires traitées.

La mise en place d’une vidéo-protection de l’espace public nécessite la réalisation préalable d’un diagnostic.

Ce diagnostic est réalisé par la gendarmerie qui dans ce cadre donne un avis technique et nécessaire pour obtenir l’autorisation préfectorale de mise en place de vidéo-protection. Ce diagnostic, gratuit, permettra d’avoir la tendance de la délinquance, des conseils d’implantation et surtout réglementaires et techniques.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de donner son avis pour la réalisation de ce diagnostic de vidéo-protection sur le territoire de la Commune.

Le Conseil Municipal, par vote à mains levées et à l’unanimité,

Donne une **AVIS FAVORABLE** à la réalisation d’un diagnostic de vidéo-protection sur le territoire de la Commune.

**CHARGE** Monsieur le Maire de demander ce diagnostic au groupement de gendarmerie départementale de Maine et Loire

**OBJET : REDEVANCE D’OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC PAR LES OUVRAGES DE DISTRIBUTION DE GAZ NATUREL – ANNEE 2021**


Après application de la formule de révision prévue au contrat détaillée au verso dudit courrier, la Commune est susceptible de percevoir la somme de 731 € au titre de ces deux redevances.

La recette correspondant au montant de ces deux redevances sera inscrite au compte 70323 du budget principal 2021,

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré, par vote à mains levées et à l’unanimité,

DONNE SON ACCORD sur les propositions qui lui sont faites par GRDF, Délégation concessions, 7 mail Pablo Picasso, TSA 82906, 44046 NANTES Cedex 1, concernant la redevance d’occupation du domaine public communal par les ouvrages de distribution de gaz naturel et la redevance d’occupation provisoire du domaine public par les chantiers de distribution de gaz naturel, soit pour l’année 2021 la somme de 731,00 €.


OBJET : DEMANDE DE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE PAR L’ASSOCIATION SWIN CLUB CHOLETAINS DANS LE CADRE DE L’ORGANISATION DU CHAMPIONNAT DE FRANCE INDIVIDUEL

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que l’Association « Swin Club Choletais » a fait une demande de subvention exceptionnelle, dans le cadre de l’organisation les 3, 4 et 5 septembre prochain du Championnat de France en individuel.

Cette manifestation rassemblera environ 200 joueurs venus de tous les coins de France.

Cette demande de subvention exceptionnelle s’élève à 500,00 €.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de se prononcer.

Après en avoir délibéré par vote à mains levées et à l’unanimité, LE CONSEIL MUNICIPAL,

DONNE un avis favorable au versement de la somme de 500,00 € à l’Association « Swin Club Choletais ».

PRECISE que cette subvention sera imputée à l’article 6574 - Subventions de fonctionnement aux associations et autres personnes de droit privé, du budget principal 2021.

CHARGE Monsieur le Maire de mandater cette dépense au profit de l’Association « Swin Club Choletais ».

OBJET : ACCUEIL DE LOISIRS POIL DE CAROTTE

PRESENTATION DES PROGRAMMES D’ACTIVITÉS DES VACANCES D’ÉTÉ ET FIXATION DES TARIFS

Monsieur le Maire présente au conseil municipal les programmes d’activités proposés par le service municipal Poil de Carotte, dans le cadre de l’accueil de loisirs des vacances d’été.

Les enfants seront répartis en 3 groupes :
- Groupe 1 : de 3 à 4 ans
- Groupe 2 : de 4 à 6 ans
- Groupe 3 : de 6 à 12 ans

Les groupes pourront être modifiés en fonction des effectifs afin d’accueillir tous les enfants. Les enfants pourront être réparties en deux groupes si les effectifs le permettent.
Le programme des vacances d'été est le suivant :

- Du 07 au 09 juillet et du 30 au 31 août 2021 : le continent européen
- Du 12 au 16 juillet 2021 : le continent américain
- Du 19 au 23 juillet 2021 : le continent océanique
- Du 26 au 30 juillet 2021 : le continent asiatique
- Du 23 au 27 août 2021 : le continent africain

Le service propose 6 sorties durant les vacances d'été :

- Sortie « animations sportives avec l’accueil de loisirs Pluriel » à Cholet le jeudi 8 juillet 2021. Cette sortie est réservée uniquement pour le groupe 3 (enfants de 6 à 12 ans).
- Sortie aux Haras de la Vendée à la Roche sur Yon le jeudi 15 juillet 2021.
- Sortie à Glisséo et grands jeux au Parc de Moine à Cholet le jeudi 22 juillet 2021. Un tarif forfaitaire de 4,00€ par enfant sera demandé aux familles.
- Sortie au Jardin Camifolia à Chemillé le jeudi 29 juillet 2021. Un tarif forfaitaire de 8.00 € par enfant sera demandé aux familles.
- Projection du Roi Lion et grands jeux au centre aéré à Saint Christophe du Bois le jeudi 26 août 2021.
- Sortie au Parc de l’Etang à Brissac-Quincé le mardi 31 août 2021. Un tarif forfaitaire de 8.00 € par enfant sera demandé aux familles.


Pour que les sorties soient plus accessibles aux familles, Monsieur le Maire propose que la municipalité prenne en charge 50 % du tarif supplémentaire « sortie » pour les tranches de QF1 de 0 à 600 € et QF 2 de 601 à 799 €.

Monsieur le Maire demande au conseil municipal de se prononcer.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré par vote à mains levées et à l’unanimité,

APPROUVE les programmes d’activités proposé par le service municipal Poil de Carotte, dans le cadre des vacances de l’été 2021.

FIXE les tarifs des sorties et des activités comme suit :

- Sortie à Glisséo et grands jeux au Parc de Moine à Cholet le jeudi 22 juillet 2021. Un tarif forfaitaire de 4,00€ par enfant sera demandé aux familles.
- Sortie au Jardin Camifolia à Chemillé le jeudi 29 juillet 2021. Un tarif forfaitaire de 8.00 € par enfant sera demandé aux familles.
- Sortie au Parc de l’Etang à Brissac-Quincé le mardi 31 août 2021. Un tarif forfaitaire de 8.00 € par enfant sera demandé aux familles.

PRECISE que ces tarifs seront facturés en supplément du tarif fixé pour l’accueil de loisirs sans hébergement pour l’année scolaire 2020-2021 (cf. délibération du 08 juin 2020).

PRECISE que la municipalité prendra en charge 50 % du tarif supplémentaire « sortie » pour les tranches de QF1 de 0 à 600 € et QF 2 de 601 à 799 €.

PRÉCISE également que la recette sera imputée au compte 7066, redevance et droits des services périscolaires, du budget principal de la Commune de l’exercice 2021.

OBJET : ACCUEIL DE LOISIRS POIL DE CAROTTE : PRÉSENTATION DES PROGRAMMES D’ACTIVITÉS DES MERCREDIS DE SEPTEMBRE ET OCTOBRE 2021

Monsieur le Maire présente au conseil municipal les programmes d’activités proposés par le service municipal Poil de Carotte, dans le cadre de l’accueil de loisirs des mercredis de septembre et octobre 2021.

Trois programmes sont proposés en fonction de l’âge de l’enfant.

4/12
Les thèmes proposés aux enfants inscrits en accueil de loisirs les mercredis sont les suivants :
- Septembre 2021 : une rentrée plus que parfaite
- Octobre 2021 : tous à table

Il est précisé que l’ensemble des programmes d’activités seront mis à disposition des familles sur le site Internet de la Mairie, à l’accueil de la Mairie et à Poil de Carotte.

LE CONSEIL MUNICIPAL,
PREND ACTE des programmes d’activités proposés par le service municipal Poil de Carotte, dans le cadre de l’accueil de loisirs des mercredis de septembre et octobre 2021,

OBJET : CONVENTION DE PARTICIPATION AUX CHARGES DE FONCTIONNEMENT DU CENTRE MEDICO SCOLAIRE

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu’une convention de participation aux charges de fonctionnement du centre médico-scolaire(CMS) doit être signée entre la Ville de Cholet et la commune de Saint Christophe du Bois.

Le centre médico-scolaire a pour vocation l’organisation des bilans de santé, en particulier l’examen obligatoire à l’âge de 6 ans, l’identification et le suivi des enfants présentant un problème de santé, un handicap ou des difficultés d’adaptation scolaire afin de leur permettre de vivre au mieux leur scolarité.


C’est pour cette raison, qu’une participation financière d’un montant de 556,00€ est demandée à la commune de Saint Christophe du Bois. Le montant de cette participation annuelle sera constant pour toute la durée de la convention.

Ce montant permet ainsi de participer aux charges de fonctionnement du CMS telles que la mise à disposition des locaux (charges liées aux fluides, entretien des locaux...), le fonctionnement administratif (photocopies, affranchissement...). L’ensemble des charges de fonctionnement s’élève pour l’année 2020 à 31 314€ TTC.


Le CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré, par vote à mains levées et à l’unanimité,
DÉCIDE d’approuver la convention de participation aux charges de fonctionnement du centre médico-scolaire entre la Commune de Saint Christophe du Bois et la Ville de Cholet pour les années scolaires 2020-2021,2021-2022 et 2022-2023, à compter de la date de signature par les deux parties.

CHARGE Monsieur le Maire de signer tous documents s’y rapportant.

DONNE son accord au versement de la participation de 556.00€, imputée au compte 65541-contributions aux organismes de regroupement en section fonctionnement du Budget de l’exercice 2021.

OBJET : PERSONNEL COMMUNAL - OUVERTURE DE POSTES POUR LES BESOINS DU SERVICE POIL DE CAROTTE ET DU SERVICE CANTINE

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que, conformément à l’article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité sont créés par l’organe délibérant de la collectivité.

Vu la loi 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
Vu la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le budget communal,

Considérant les besoins du service Poil de Carotte et du service cantine,

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal, la création de :

- un poste d’animateur au grade d’adjoint territorial d’animation non permanent à temps non complet (32/35e) pour la période du 7 au 23 juillet 2021 pour un accroissement temporaire d’activité dans le cadre du séjour et du bivouac organisé par l’accueil de loisirs Poil de Carotte. La rémunération est basée sur le 1er échelon de l’échelle indiciaire du grade d’adjoint territorial d’animation.

- un poste d’animateur au grade d’adjoint territorial d’animation non permanent à temps non complet (22.85/35e) pour la période du 1er septembre 2021 au 31 août 2022. La rémunération est basée sur le 1er échelon de l’échelle indiciaire du grade d’adjoint territorial d’animation. La mission du poste consiste à animer l’accueil péri-scolaire et accueil de loisirs sans hébergement Poil de Carotte et à assurer le trajet, l’aide au service et la surveillance du restaurant scolaire.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal, la création :

- d’un poste non permanent d’animateur au grade d’adjoint territorial d’animation à temps non complet du 7 au 23 juillet 2021,

- d’un poste non permanent d’animateur au grade d’adjoint territorial d’animation à temps non complet du 1er septembre 2021 au 31 août 2022,

Après en avoir délibéré, par vote à mains levées et à l’unanimité, le CONSEIL MUNICIPAL :

DÉCIDE de créer deux postes non permanents d’adjoint territorial d’animation à temps non complet.

PRÉCISE également que les crédits suffisants sont inscrits au budget communal de l’exercice 2021 (chapitre 012 - articles 6411 et suivants).

OBJET : PERSONNEL COMMUNAL - MODIFICATION DU TEMPS DE TRAVAIL DE DEUX POSTES PERMANENTS

Par délibération en date du 14 décembre 2015, reçue en Sous-Préfecture de Cholet le 15 décembre 2015, le Conseil Municipal a approuvé la création d’un poste permanent d’assistante administrative à temps non complet (17.5/35e) au grade d’adjoint administratif territorial.

Par délibération en date du 08 juin 2020, reçue en Sous-Préfecture de Cholet le 09 juin 2020, le Conseil Municipal a approuvé la création d’un poste permanent d’animatrice à temps non complet (28/35e) au grade d’adjoint territorial d’animation.

Vu la loi 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le budget communal,

Vu le tableau des effectifs,

Vu la sollicitation auprès du Comité Technique en date du 14 juin 2021,

Compte tenu de l’évolution du poste créé, il convient de modifier la durée hebdomadaire de service de l’emploi correspondant. Les missions du poste consistent à assurer la partie administrative du service technique, à créer un binôme d’agent d’accueil, à développer la communication ainsi qu’à mettre en place et suivre le projet RSE en collaboration avec la commission administration générale.
Monsieur Le Maire propose au Conseil Municipal conformément aux dispositions de la loi du 26 janvier 1984, de porter la durée du temps de travail de l’emploi d’assistante administrative à temps non complet créé initialement pour une durée de 17,50 heures hebdomadaires par délibération du 14 décembre 2015 à 35,00 heures hebdomadaires à compter du 1er juillet 2021.

Compte tenu du besoin du fait de l’augmentation des effectifs à l’accueil périscolaire et accueil de loisirs, il convient de modifier la durée hebdomadaire de service de l’emploi correspondant afin de respecter le taux d’encadrement. Les missions du poste consistent à animer l’accueil périscolaire et accueil de loisirs sans hébergement Poil de Carotte et à assurer le trajet, l’aide au service et la surveillance du restaurant scolaire.

Monsieur Le Maire propose au Conseil Municipal conformément aux dispositions de la loi du 26 janvier 1984, de porter la durée du temps de travail de l’emploi d’animatrice à temps non complet créé initialement pour une durée de 28 heures hebdomadaires par délibération du 09 juin 2020 à 35,00 heures hebdomadaires à compter du 1er septembre 2021.

Monsieur le Maire demande au conseil municipal de se prononcer.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré par vote à mains levées avec 22 voix pour et 1 abstention,

DECIDE d’adopter la proposition de Monsieur le Maire et de modifier la durée hebdomadaire d’un temps non complet à un temps complet pour le poste d’assistante administrative au grade d’adjoint administratif territorial à compter du 1er juillet 2021,

DECIDE d’adopter la proposition de Monsieur le Maire et de modifier la durée hebdomadaire d’un temps non complet à un temps complet pour le poste d’animatrice au grade d’adjoint territorial d’animation à compter du 1er septembre 2021,

DE MODIFIER le tableau des effectifs

PRÉCISE également que les crédits suffisants sont inscrits au budget communal de l’exercice 2021 chapitre 012- articles 6413 et suivants.

OBJET : PERSONNEL COMMUNAL - ACTUALISATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu les décrets portant statuts particuliers des cadres d’emplois et organisant les grades s’y rapportant, pris en application de l’article 4 de la loi n°84-53 susvisée,

Conformément à l’article 34 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l’organe délibérant de la collectivité ou de l’établissement.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l’effectif des emplois à temps complet et à temps non complet nécessaire au fonctionnement des services.

Considérant la délibération n°2 modifiant le tableau des emplois en date du 14 septembre 2020,

Considérant la nécessité de créer 2 emplois non permanents d’animateurs au grade d’adjoint territorial d’animation en raison d’un accroissement temporaire d’activité pour l’été du 7 au 23 juillet 2021 ainsi que pour l’année scolaire 2021-2022 du 1er septembre 2021 au 31 août 2022 par délibération n°7 en date du 14 juin 2021,

Le Maire propose d’adopter le tableau des emplois non permanents suivant :
EMPLOIS NON PERMANENTS

<table>
<thead>
<tr>
<th>Grades</th>
<th>Catégorie</th>
<th>Durée hebdomadaire du poste</th>
<th>Fonctions</th>
<th>Date</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Filière Animation</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Adjoint d'animation territorial</td>
<td>C</td>
<td>23,50H</td>
<td>animatrice</td>
<td>Du 01/09/2020 au 31/08/2021</td>
</tr>
<tr>
<td>Adjoint d'animation territorial</td>
<td>C</td>
<td>32H</td>
<td>animateur</td>
<td>Du 07/07/2021</td>
</tr>
<tr>
<td>Adjoint d'animation territorial</td>
<td>C</td>
<td>22,85H</td>
<td>animateur</td>
<td>Du 01/09/2021 au 31/08/2021</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Considérant la nécessité de modifier le temps de travail d'un emploi d'assistante administrative au grade d'adjoint administratif territorial à compter du 1er juillet 2021 en raison de l'augmentation des missions de l'agent par délibération n°8 en date du 14 juin 2021,

Considérant la nécessité de modifier le temps de travail d'un emploi d'animatrice au grade d'adjoint territorial d'animation à compter du 1er septembre 2021 en raison de l'accroissement des besoins pour respecter le taux d'encadrement au service périscolaire et accueil de loisirs par délibération n°8 en date du 14 juin 2021,

Le Maire propose d'adopter le tableau des emplois permanents suivant :

EMPLOIS PERMANENTS

<table>
<thead>
<tr>
<th>Grades</th>
<th>Catégorie</th>
<th>Durée hebdomadaire du poste</th>
<th>Effectif</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Filière Administrative</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Attaché territorial</td>
<td>A</td>
<td>35,00 H</td>
<td>1</td>
</tr>
<tr>
<td>Adjoint administratif principal de 1ère classe</td>
<td>C</td>
<td>28,00 H</td>
<td>1</td>
</tr>
<tr>
<td>Adjoint administratif principal de 1ère classe</td>
<td>C</td>
<td>35,00 H</td>
<td>1</td>
</tr>
<tr>
<td>Adjoint administratif principal de 2ème classe</td>
<td>C</td>
<td>35,00 H</td>
<td>1</td>
</tr>
<tr>
<td>Adjoint administratif territorial</td>
<td>C</td>
<td>35,00 H</td>
<td>1</td>
</tr>
<tr>
<td>Filière Technique</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Agent de maîtrise principal</td>
<td>C</td>
<td>35,00H</td>
<td>1</td>
</tr>
<tr>
<td>Agent de maîtrise</td>
<td>C</td>
<td>35,00 H</td>
<td>1</td>
</tr>
<tr>
<td>Adjoint technique principal de 2ème classe</td>
<td>C</td>
<td>35,00H</td>
<td>1</td>
</tr>
<tr>
<td>Adjoint technique territorial</td>
<td>C</td>
<td>35,00H</td>
<td>5</td>
</tr>
<tr>
<td>Adjoint technique territorial</td>
<td>C</td>
<td>27,00H</td>
<td>1</td>
</tr>
<tr>
<td>Filière Animation</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Adjoint territorial d'animation</td>
<td>C</td>
<td>35,00H</td>
<td>4</td>
</tr>
<tr>
<td>Animateur territorial</td>
<td>B</td>
<td>35,00H</td>
<td>1</td>
</tr>
<tr>
<td>Adjoint territorial d'animation</td>
<td>C</td>
<td>20,00 H</td>
<td>1</td>
</tr>
<tr>
<td>Adjoint territorial d'animation</td>
<td>C</td>
<td>32,00H</td>
<td>1</td>
</tr>
<tr>
<td>Adjoint territorial d'animation</td>
<td>C</td>
<td>35,00H</td>
<td>1</td>
</tr>
<tr>
<td>Filière Sociale</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Adjoint territorial Spécialisé en Ecole Maternelle principal de 2ème classe</td>
<td>C</td>
<td>35,00H</td>
<td>1</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Après en avoir délibéré, par vote à mains levées et à l'unanimité, le CONSEIL MUNICIPAL :

DECIDE d'adopter les tableaux des emplois ainsi proposés,

PRÉCISE également que les crédits suffisants sont inscrits au budget communal de l'exercice 2021 (chapitre 012 - articles 6411 et suivants).
OBJET : FINANCES - CRÉANCE ÉTEINTE POUR UNE SOMME DUE PAR UN PARTICULIER

Sur proposition de Monsieur le Trésorier par courrier explicatif du 18 mai 2021, Monsieur le Maire informe le Conseil municipal que concernant le montant des restes à recouvrer, une ordonnance du juge s'impose à la Commune et éteint définitivement les dettes antérieures à la date de l'ordonnance. Il convient donc de prendre une délibération prenant acte de l'extinction de la dette.

Après en avoir délibéré, par vote à mains levées et à l'unanimité, le CONSEIL MUNICIPAL :

DÉCIDE de donner un avis favorable sur la créance éteinte d'un particulier par la commission de surendettement des particuliers de la Banque de France pour un montant de 55 € :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Nature Juridique</th>
<th>Exercice pièce</th>
<th>Référence de la pièce</th>
<th>ordre</th>
<th>Impression budgétaire de la pièce</th>
<th>Nom du redébiteur</th>
<th>Montant restant à recouvrer</th>
<th>Motif de la présentation</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Particulier</td>
<td>2020</td>
<td>1-44</td>
<td>2588-</td>
<td></td>
<td></td>
<td>55,00 €</td>
<td>Extinction de la dette</td>
</tr>
<tr>
<td>TOTAL</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>55,00 €</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

PRÉCISE que les crédits sont inscrits en dépenses au budget de l'exercice 2021, au compte 6542, créances éteintes.

OBJET : FINANCES – BUDGET PRINCIPAL 2021 - DÉCISION MODIFICATIVE N°1
RÉINTÉGRATION DES RÉSEAUX, DE LA VOIRIE ET DES ESPACES VERTS DU LOTISSEMENT DE LA VIGNE À L’ACTIF DE LA COMMUNE

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que l'Agglomération du Choletais a donné un avis favorable à la demande de rétrocession des réseaux d'assainissement et d'eau potable du lotissement de la Vigne.

Au préalable, il convient de réintégrer ces réseaux ainsi que la voirie et les espaces verts de ce lotissement dans l'actif de la Commune. La valeur de cet actif est déterminée par le coût des travaux effectués lors de la réalisation du lotissement.

Cette écriture s'effectue comptablement par une opération d'ordre budgétaire aux comptes suivants :

- Section Investissement, dépenses :
  - Mandat au compte 2151-041 pour un montant de 224 357,25 € correspondant au montant des travaux de voirie
  - Mandat au compte 2128-041 pour un montant de 153 251,28 € correspondant au montant des travaux d'espaces verts
  - Mandat au compte 21531-041 pour un montant de 40 802,06 € correspondant au montant des travaux d'eau potable
  - Mandat au compte 21532-041 pour un montant de 138 690,30 € correspondant au montant des travaux d'assainissement

- Section investissement, recettes :
  - Titre au compte 1328-041 pour un montant de 557 100,89 € correspondant au montant total des travaux réalisés

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'il convient d'ajuster les crédits en section investissement du budget principal 2021.

Après en avoir délibéré, par vote à mains levées et à l'unanimité, le CONSEIL MUNICIPAL,

DÉCIDE modifier les crédits inscrits au budget principal 2021 ainsi qu'il suit :

9/12
<table>
<thead>
<tr>
<th>Désignation</th>
<th>Dépenses</th>
<th>Recettes</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>Diminution de crédits</td>
<td>Augmentation de crédits</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>INVESTISSEMENT</strong></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>D-2128 : Autres agencements et aménagements de terrains</td>
<td>0,00 €</td>
<td>153 261,26 €</td>
</tr>
<tr>
<td>D-2151 : Réseaux de voirie</td>
<td>0,00 €</td>
<td>224 357,25 €</td>
</tr>
<tr>
<td>D-21531 : Réseaux d'adduction d'eau</td>
<td>0,00 €</td>
<td>40 802,06 €</td>
</tr>
<tr>
<td>D-21532 : Réseaux d'assainissement</td>
<td>0,00 €</td>
<td>138 690,30 €</td>
</tr>
<tr>
<td>R-1328 : Autres</td>
<td>0,00 €</td>
<td>0,00 €</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>TOTAL 041 : Opérations patrimoniales</strong></td>
<td>0,00 €</td>
<td>557 100,89 €</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total INVESTISSEMENT</strong></td>
<td>0,00 €</td>
<td>557 100,89 €</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total Général</strong></td>
<td>557 100,89 €</td>
<td>557 100,89 €</td>
</tr>
</tbody>
</table>

**CHARGE** Monsieur le Maire de signer le procès-verbal de mise à disposition du réseau d’eau potable et des biens du service assainissement à l’Agglomération du Choletais

**OBJET : FACTURES EN INVESTISSEMENT**

Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal les factures reçues. Ces factures concernent l’acquisition de biens durables dont la valeur unitaire est inférieure à 500 €.

**Compte 2183 – Matériel de bureau et informatique**

- ISAPRO – Acquisition de 6 souris ergonomiques pour le service administratif pour un montant de 168,06 € HT soit 201,67 € TTC (facture n°11628 du 28/04/2021)
- ISAPRO – Remplacement d’1 onduleur pour le serveur de la mairie pour un montant de 311,73 € HT soit 374,08 € TTC (facture n°11627 du 25/04/2021)
- BERGER LEVRAUT- Achat module pour les élections pour le service administratif pour un montant de 160,00€ H.T soit 192,00€ TTC (facture n° FV1630837 du 05/05/2021)

**Compte 2188 – Autres immobilisations corporelles**

- HENRI JULIEN- Achat matériel pour le restaurant scolaire pour un montant de 75,00€ H.T soit 90,00€ TTC (facture n° 1077693 du 09/03/2021)
- MANUTAN COLLECTIVITES – Acquisition de 3 supports pour écrans d’ordinateur pour les services administratif et animation pour un montant de 212,44 € HT soit 254,92 € TTC (facture n° FAC21COL0028536 du 10/05/2021)
- WESCO- Achat matériel pour l’accueil périssolaire pour un montant de 359,10€ H.T soit 430,92€ TTC (facture n° IX556832 du 19/05/2021)
- DECATHLON- Achat matériel pour l’accueil périssolaire pour un montant de 239,73€ H.T soit 287,68€ TTC (facture n° 2021000000000028578 du 21/05/2021)
- DECATHLON- Achat matériel pour l’accueil périssolaire pour un montant de 37,34€ H.T soit 44,80€ TTC (facture n° 2021000000000028995 du 27/05/2021)


Après en avoir délibéré, par vote à mains levées et à l’unanimité, le **CONSEIL MUNICIPAL**:

**DONNE SON ACCORD** à ce que les factures soient imputées aux comptes 2183 et 2188 en section investissement du Budget de l’exercice 2021.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à payer ces factures en section d’investissement du budget principal 2021.
Informations et comptes-rendus divers

Objet n°1 : Mise en place d'un système de vidéo-protection sur le territoire de la Commune
M. René-Luc VIGNERON s'interroge sur le coût d'installation de ce système.
M. Alain BREMOND répond que l'installation d'un système de vidéo-protection est estimée à environ 40 000 € sans tenir compte d'éventuelles subventions.
M. Sylvain SENECAILLE ajoute que ce système de vidéo-protection est piloté par la gendarmerie. Il n'est pas question de mettre en place un système de vidéo-protection avec des sociétés privées.
Il s'agit dans un premier temps de donner un accord pour la réalisation d'un diagnostic gratuit et réalisé par la gendarmerie. Ce diagnostic est indispensable pour obtenir une autorisation préfectorale dans l'hypothèse où la Commune déciderait de mettre en place ce système.

Objet n°7 : Ouverture de postes
M. Stéphane BOUILLARD évoque le fait que des élus doivent intervenir à la cantine, sur le temps des trajets, afin d'assurer le remplacement de certains agents absents. Il propose de renforcer les effectifs afin que cette mission n'incombe pas aux élus.
M. Sylvain SENECAILLE précise qu'il est très difficile de recruter du personnel pour ce type de mission.
M. Stéphane BOUILLARD se questionne sur la responsabilité des élus dans le cadre de cette mission.
M. Sylvain SENECAILLE précise que l'assurance de la Commune couvre la responsabilité des élus dans le cadre des missions qui leur sont confiées.
Mme Joëlle OLIVIER précise que cette situation est très particulière du fait d'une organisation modifiée due aux dispositions sanitaires. En temps « normal », un agent supplémentaire est prévu pour pallier aux éventuelles absences.
Mme Joëlle OLIVIER ajoute également qu'un appel aux bénévoles avait été fait pour apporter une aide aux agents sur les trajets de la cantine. Malheureusement, aucune candidature n'a été déposée.

Objet n°8 : Modification du temps de travail de deux postes permanents
M. René-Luc VIGNERON demande les raisons de l'augmentation du temps de travail pour l'agent au poste d'assistante administrative.
M. Sylvain SENECAILLE répond que la mise en place du RSE justifie l'augmentation de son temps de travail.
M. René-Luc VIGNERON se questionne cependant sur la durée de cette mission.
M. Sylvain SENECAILLE précise que la mise en place et le suivi du RSE va durer a minima 3 ans. Par ailleurs, il ajoute que les agents des services ont une charge de travail importante.
M. René-Luc VIGNERON ajoute qu'il est « normal que les agents aient beaucoup de travail puisque les élus suivent les dossiers de loin ».
M. Sylvain SENECAILLE répond qu'il ne peut entendre ce type de discours. Il ajoute que les élus sont au courant de tous les dossiers et travaillent en collaboration avec les services. Les élus n'étant pas spécialistes, ceux-ci s'appuient sur les services.
Mme Joëlle OLIVIER ajoute « qu'être élus n'est pas un métier et que tous ont une activité à côté ». Les élus s'investissent personnellement mais ont besoin de référence au niveau des agents.
M. Alain BREMOND ajoute que le sujet dont M. René-Luc VIGNERON veut parler est celui du problème du carrefour dangereux au lieu-dit l'Horizon. Il précise que le dossier est en cours avec le Département. Il rappelle les différents échanges avec les propriétaires de la maison et qui n'ont finalement pas aboutis. Un courrier en recommandé a été transmis au propriétaire afin de leur proposer une solution amiable. La procédure est longue et est suivie de prêt.

M. Yannick RUAULT, commission associations
M. Yannick RUAULT informe le conseil municipal que les travaux de réfection des terrains de tennis débuteront le 6 septembre. En effet, ces terrains de tennis datant de 1983 ne sont plus aux normes. Ce dossier a été traité en collaboration avec le club de tennis. Plusieurs devis ont été demandés. La société SAE TENNIS D'AUQUITAINE a été retenue pour un montant de 75 000 € TTC comprenant les terrains, les clôtures, et les accès aux personnes à mobilité réduite.
Les riverains ont tous été avisés du démarrage de ces travaux et des éventuelles nuisances que ceux-ci pourraient entraîner.
Mme Stéphanie NEAU, commission sports, culture et animations

Mme Stéphanie NEAU informe le conseil municipal que l’entreprise TCS, basée au Cormier, va procéder au remplacement des éclairages des deux salles de la salle de sports, à partir du 15 juillet prochain. Les travaux vont durer une dizaine de jours. Le montant des travaux s’élève à 38 000 € TTC. Mme Stéphanie NEAU informe également le conseil municipal que cette année, la fête de la musique aura lieu sous un autre format compte tenu des dispositions sanitaires. En concertation avec le comité des fêtes, il a été décidé de mettre en place une semaine Fête de la Musique sur les réseaux de la Mairie intitulée « Un jour, un artiste ». Du 21 juin au 27 juin, une vidéo d’un groupe de musique sera diffusée par jour. Mme Stéphanie NEAU remercie Mme Julie TUDEAU, agent administratif, pour la programmation de ces vidéos sur les réseaux.

M. Henry RENOU, commission environnement et cadre de Vie

M. Henry RENOU rappelle que la prochaine réunion de la commission aura lieu le 15 juin. Il informe le conseil municipal que les travaux du sentier du Ruissseau vont démarrer courant septembre – octobre. Le mobilier urbain sera quant à lui installé à l’issue des travaux, afin d’adapter la pose aux différents niveaux du sol fini. Les bacs de fleurissement devant l’église seront quant à eux remplacés courant septembre. M. Henry RENOU informe le conseil municipal que la commission va donc maintenant se pencher sur la journée de l’environnement prévue le 9 octobre prochain ainsi que sur les projets de l’année 2022.

M. Alain BREMOND, commission urbanisme, voirie et bâtiments communaux

M. Alain BREMOND informe le conseil municipal sur l’avancée des travaux de la maison médicale. Les ouvertures sont posées. Les travaux d’électricité et de menuiseries intérieures sont en cours. Les aménagements extérieurs et peinture extérieure sont prévus courant septembre. L’ouverture de cette maison médicale est prévue début novembre.

Mme Joëlle OLIVIER, commission affaires sociales, scolaires et périscolaires

Mme Joëlle OLIVIER informe le conseil municipal que des réunions sont actuellement organisées avec quelques élus et les professionnels pour établir les baux professionnels de la maison médicale.

M. Sylvain SENECAILLE, commission administration générale, communication, RSE

M. Sylvain SENECAILLE informe le conseil municipal qu’il manque encore deux personnes pour tenir les permanences du bureau de vote du dimanche 20 juin. Il invite les élus à prendre contact avec les services pour s’inscrire.

Mme Elizabeth SENECAILLE, commission RSE

Mme Elizabeth SENECAILLE informe le conseil municipal qu’une réunion de lancement du RSE a eu lieu. Des groupes de travail ont été constitués et des réunions vont avoir lieu. Cette phase d’auto-évaluation devrait se terminer courant octobre.

M. René-Luc VIGNERON signale que du démarchage à domicile est en cours sur la Commune. La méthode est assez agressive. Il demande à ce que l’on communique sur cela sur les réseaux.

Fin de séance à 22h45.

Le prochain conseil municipal aura lieu le lundi 13 septembre 2021 à 20 heures.

Pou extrait conforme,

Le Maire,
Sylvain SENECAILLE

12/12